


# LA FRANCE ET LA BELGIQUE renforcent leur coopération

 Les gouvernements ont décidé de collaborer encore davantage dans la lutte contre la radicalisation

► Les Premiers ministres belge et français, Charles Michel et Edouard Philippe, ont annoncé lundi un nouveau renforcement de la coopération bilatérale - déjà intense - en matière de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme.

M. Michel et ses ministres de l'Intérieur et de la Justice, Jan Jambon et Koen Geens, se sont rendus à Paris pour une rencontre avec leurs homologues français.

Les deux Premiers ministres ont salué la qualité de la coopération qui s'est établie entre Paris et Bruxelles après les attentats qui ont touché la France (le 13 novembre 2015) et la Belgique (le 22 mars 2016). "Nous avons été frappés dans notre chair", a rappelé M. Michel. Depuis lors, les gouvernements, les autorités judiciaires - également au plus haut niveau - et les services de renseignement ont établi une coopération "à un niveau inédit", a souligné M. Philippe, en citant notamment les échanges d'informations et la formation d'équipes communes d'enquêteurs.

Les autorités des deux pays ont déjà échangé cette année 9.200 informations sur les réseaux terroristes et les individus soupçonnés d'en faire partie, a indiqué M. Michel - soit un nombre plus élevé que celles échangées au sein de l'Office européen de coopération

policrière Europol, basé à La Haye. "Nous avons voulu aller plus loin, parce que la menace est élevée, endogène et commune", a expliqué M. Philippe.

**LES GOUVERNEMENTS** français et belge ont donc décidé de collaborer davantage pour la lutte contre la radicalisation, notamment pour les détenus condamnés pour terrorisme, dont le nombre est appelé à croître. Les deux pays coopèrent aussi par le biais d'échanges d'informations sur la prise en charge des mineurs et envisagent des réunions quadripartites associant également l'Espagne et le Maroc. Il faut aussi "anticiper la sortie des détenus condamnés pour terrorisme ou de ceux de droit commun radicalisés" en prison, a souligné le Premier ministre français, appelant aussi à lutter davantage contre la radicalisation en milieu carcéral.

Selon M. Michel, face à une menace qui "se transforme" - comme l'a montré l'attentat qui a coûté la vie à deux policières à Liège le 29 mai -, il faut "s'adapter" et "encore renforcer" la coopération en l'élargissant au trafic d'armes et de drogues.

## LA PHRASE

*"Il faut anticiper la sortie des détenus condamnés pour terrorisme ou de ceux de droit commun radicalisés"*

**Edouard Philippe, Premier ministre français**